

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Bon élève

La victoire d'Emmanuel Macron est celle d'un bon élève. Du bon élève d'une classe dirigeante qui a depuis longtemps explicité son projet : en finir avec la politique économique et sociale mise en œuvre à la Libération.

Pour l'économie, c'est déjà fait, par voie de privatisations. Pour le modèle social, c'est en cours et le nouvel élu a promis de cogner très fort sur l'édifice à demi-ruiné de la protection sociale. Ministre sous le précédent quinquennat, Emmanuel Macron a appliqué les recettes ultralibérales auxquelles le FMI ne croit plus mais qui enrichissent ses amis. Président de la République, il continuera.

Emmanuel Macron sera par conséquent le bon élève de l'Allemagne, qu'il cherchera à séduire en se montrant le meilleur de tous et le plus discipliné sans voir que Berlin en demandera toujours plus. Toujours plus d'austérité, toujours plus de casse sociale, toujours plus de soumission.

La chancelière allemande se déclare « très heureuse » de l'élection du candidat qui s'est empressé, au cours de sa campagne, de lui faire allégeance. Il faut tout faire pour détruire son bonheur.

Défense nationale

La France sans stratégie

Mexique

Le retour
de Zorro

p. 5

Idées

La querelle
des historiens

p. 9

Dérives autocratiques

À la différence des monarchies présidentielles, les monarchies royales contemporaines, démocratiques et parlementaires, ne connaissent pas les dérives autocratiques qu'on observe dans l'exercice du pouvoir ou dans les discours de campagne électorale.

Il n'y a pas eu de campagne présidentielle. L'affirmation paraît idiote, voire démente. Elle renvoie pourtant à la réalité des discours prononcés car tous les candidats ont fait des campagnes à l'anglaise : Outre-manche, le leader qui entraîne son parti vise le poste de Premier ministre et propose un programme législatif. En France, les principaux candidats font comme si, une fois l'élection passée, ils pouvaient agir de manière autocratique et décider la démolition du Code du travail ou la sortie de l'euro et la fermeture des frontières. Même Jean-Luc Mélenchon, ennemi juré de l'actuelle Constitution, déclarait peu avant le premier tour qu'il était prêt à gouverner, et c'est bien la fonction gouvernementale que Marine Le Pen et Emmanuel Macron déclaraient vouloir assumer en déployant leurs catalogues de promesses - impossibles à tenir quand la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ne coïncident pas ou s'opposent.

Le fait est qu'il n'y a plus de monarchie présidentielle. Le général de Gaulle laissait le Premier ministre conduire la politique du gouvernement et les ministres pouvaient agir sans avoir sans cesse les conseillers de l'Élysée sur le dos. C'est avec Georges Pompidou, Valéry Giscard

d'Estaing et François Mitterrand entre 1981 et 1986 que la pratique présidentialisée s'est installée, la fonction arbitrale étant assurée *a minima*. On sait que c'est le phénomène majoritaire qui rend possible le présidentielisme mais, contrairement à ce que croient certains conseillers de Jean-Luc Mélenchon, l'existence d'une majorité parlementaire n'est pas consubstantielle à la V^e République. Lorsqu'il y a cohabitation, le président se trouve renvoyé à sa fonction arbitrale qu'il assume plus ou moins, selon la vigueur de ses ambitions.



Elizabeth II au palais de l'Élysée, en juin 2014

Nous avons dit cent fois que le quinquennat détruisait la fonction présidentielle et transformait le président en autocrate, voué à domestiquer le Premier ministre, à subjuguer les ministres et à dompter l'Assemblée nationale. Cette vision pyramidale est fragile : la « verticale du pouvoir » peut être brisée par un conflit entre le Président et le Premier ministre, par une division de la majorité parlementaire ou par une dissolution en cours de mandat qui briserait la concomitance entre élec-

tion présidentielle et élections législatives – ce que nous verrons peut-être lors du prochain quinquennat.

Lors des deux septennats de François Mitterrand, la monarchie exécutive et présidentielle était faiblement arbitrale et exposée au conflit entre les deux têtes de l'exécutif - qui a pris la tournure d'un affrontement haineux lorsque Michel Rocard était Premier ministre. Nous plaitions alors pour une « monarchie tempérée par le roi » parce que les monarchies royales européennes remplissent pleinement la fonction symbolique – incarnation de l'unité de la nation dans la personne royale – et l'arbitrage politique en période de crise interne.

La version autocratique du quinquennat et sa version chaotique en cas d'absence de majorité parlementaire soulignent encore plus fortement les avantages de l'institution monarchique et royale dans la mesure où la fonction symbolique qui demeurerait faiblement dans la V^e République giscardienne ou mitterrandienne a complètement disparu. Au lendemain de la campagne « présidentielle » française, remarquons ceci : dans les monarchies royales, les campagnes électorales ont pour enjeu le pouvoir gouvernemental, l'autorité incarnée dans le roi ou la reine reste en dehors de la compétition. En France, l'élection présidentielle, septennale ou quinquennale, fait peser le risque d'une prise de contrôle du pouvoir et de l'autorité suprême par le chef de parti et ses affidés. D'où des peurs paniques, quand le candidat est présenté comme un extrémiste (François Mitterrand en 1981) ou est effectivement extrémiste (Jean-Marie puis Marine Le Pen). Le bien public, c'est aussi l'apaisement dans l'esprit public.

Sylvie FERNOY

SOMMAIRE

P 1 Cible : Bon élève - P 2 : Monarchies : Dérives autocratiques - P 3 : Marine Le Pen : Tournant ou capotage ? - Écho des blogs : Le néolibéralisme surestimé - P 4 : Lutte sociale : Fin finale du front syndical - P 5 : Mexique : Le retour de Zorro - P 6 - 7 : Défense nationale : La France sans stratégie - P 8 : Sécurité : Grandes oreilles et petits papiers - P 9 : Idées : La querelle des historiens - P 10 : Exposition : L'année terrible - Culture : France-Cambodge - P 11 : Brèves : Roumanie, Autriche, Malaisie, Pays-Bas - Souscription - Publication - Mercredi - P 12 : Éditorial : La victoire d'une classe

Tournant ou capotage ?

Le gros cafouillage sur la question de l'euro, qui a marqué la fin de la campagne lepéniste, est-il la conséquence de l'amateurisme de la candidate ou l'amorce confuse d'un tournant stratégique ?

Ayant depuis longtemps fidélisé sa base nationaliste xénophobe, la candidate frontiste avait axé sa campagne 2017 sur la souveraineté nationale et la sortie de l'euro avait été présentée comme la condition indispensable du redressement économique et social. A l'intérieur du parti, cet équilibre apparent pouvait convenir le temps de la campagne aux amis de Florian Philippot comme à ceux de Marion Maréchal-Le Pen.

Puis nous avons appris que la sortie de l'euro ne figurait plus au programme de la candidate et que « l'accord de gouvernement » signé avec Nicolas Dupont-Aignan indiquait que « la transition de la monnaie unique à la monnaie commune européenne n'est pas un préalable à toute politique économique ». S'ensuivirent des déclarations confuses : tandis que Florian Philippot annonçait un référendum dans les six ou huit mois, Marion Maréchal-Le Pen déclarait que « Marine Le Pen attendra les élections européennes en 2018 dans l'espoir de voir arriver aux affaires nos alliés, notamment en Italie » et qu'ensuite elle entamerait un processus qui pourrait prendre plusieurs mois, voire des années. On attendait donc une mise au point de Marine Le Pen face à Emmanuel Macron. Nous eûmes droit sur l'euro, la monnaie commune et l'ECU à un cafouillage qui restera dans les annales de la prestation nullissime. Tous les sarcasmes ayant été épuisés dès le lendemain du débat télévisé, on peut se concentrer sur les interrogations essentielles :

Marine Le Pen a-t-elle amorcé un tournant stratégique consistant à sacrifier la promesse de souveraineté monétaire pour raccrocher la droite filloniste après avoir récupéré Nicolas Dupont-Aignan ?

Marine Le Pen a-t-elle improvisé ce changement et donné la preuve de sa fragilité personnelle, bien connue des proches, et d'un amateurisme jusqu'alors compensé par le bagout de Florian Philippot ?

Comme les plus sérieux, parmi les conseillers de Marine Le Pen, ne parviennent pas à donner des explications claires et cohérentes sur la monnaie, il est probable que l'état-major a été pris de panique au vu des sondages hostiles à une sortie de l'euro. Et comme Marine Le Pen s'est contentée d'apprendre ses leçons sur la monnaie sans rien y comprendre, elle a dit n'importe quoi comme le cancre face au professeur. On imagine la déroute de Marine Le Pen devant la chancelière allemande et ses hommes de main...

Annette DELRANCK

NB : Nicolas Dupont-Aignan a menti à ses électeurs — dont nous fûmes — et renié ses engagements sur l'euro. Il réintègre le camp de la droite conservatrice, qui n'a jamais été le nôtre.

Le néolibéralisme surestimé

Un rapport, intitulé *Néolibéralisme : oversold ?*, vient d'être publié dans le numéro de juin de la revue du Fonds monétaire international. Coralie Delaume, sur son blog *L'Arène nue* (1) nous en livre une traduction intégrale qui permet de découvrir avec joie que, même au sein du FMI, la doxa néolibérale a du plomb dans l'aile.

D'entrée, le rapport affirme : « *Au lieu de relancer l'activité, certaines politiques néolibérales ont accru les inégalités, compromettant en retour la croissance durable de l'économie* ».

Après avoir rappelé les deux axes impératifs de tout bon agenda néolibéral « *l'accroissement de la libre concurrence, obtenu grâce à la déréglementation et à l'ouverture des marchés, y compris financiers, à la concurrence étrangère* » et « *la réduction du rôle de l'État via les privatisations et les limites imposées aux gouvernements en matière de déficits budgétaires et d'endettement* », le rapport s'attache à souligner les effets socialement destructeurs et économiquement contre-productifs de deux des mesures systématiquement appliquées sur des pays en difficulté, à savoir la « libre circulation des capitaux » et « l'austérité ». Les conclusions y sont tranchantes :

- concernant la libre circulation des capitaux, « *les avantages en termes de croissance semblent assez difficiles à établir [alors que] les coûts en termes d'accroissement des inégalités sont exorbitants [...] la hausse des inégalités hypothèque à son tour le niveau et la durabilité de la croissance. Même si la croissance est le seul ou le principal objectif du néolibéralisme, les partisans de celui-ci devraient [...] prêter attention aux effets distributifs [...] Si la croissance et ses bénéfices sont incertains, les coûts en termes d'instabilité économique et de fréquence des crises semblent quant à eux plus évidents* ».

- concernant l'austérité : « *Pour autant la nécessité de « l'austérité » dans certains pays ne signifie pas qu'elle soit nécessaire pour tous [...] Les coûts des hausses d'impôts ou des coupes dans les dépenses nécessaires au désendettement peuvent être beaucoup plus grands que la diminution du risque de crise permis par la réduction de la dette [...] dans le cas de l'assainissement budgétaire, les coûts à court terme [en termes de] baisse de la production, du bien-être et de hausse du chômage ont été minimisés* ».

Et le meilleur pour la fin : « *Les décideurs politiques et les institutions qui les conseillent comme le FMI, doivent être guidés non par l'idéologie, mais par les preuves tangibles de ce qui fonctionne réellement* ». On se pince, non... ?

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2016/06/le-neoliberalisme-t-il-ete-surestime-se.html>

Fin finale du front syndical

Les manifestations du 1^{er} mai 2017 n'ont que faiblement mobilisé. Elles n'en demeurent pas moins riches d'enseignements.

Très mal en point depuis 2012, le front syndical a vécu. On ne voit pas comment il pourrait se reconstituer tant les différences sont grandes désormais entre un syndicalisme contestataire représenté par la CGT et la CGT-FO, et le syndicalisme réformiste prôné par la CFDT. Philippe Martinez et Laurent Berger avaient pourtant pris langue avant le premier tour de l'élection présidentielle pour évoquer les conditions d'un front uni le 1^{er} mai au cas où Marine Le Pen serait présente au second tour. Ils n'ont pu passer outre leurs divergences d'appréciation de la situation et sont allés manifester chacun de leur côté. Si les deux organisations étaient d'accord pour défiler sous la même banderole – « faire barrage au Front national » – la CGT voulait y associer des revendications sociales, alors que la CFDT souhaitait s'en tenir à des considérations uniquement politiques et appeler à voter Macron ; ce à quoi la CGT, mais aussi la CGT-FO, ne pouvaient se résoudre.

Le traditionnel sondage réalisé à la sortie des urnes pour le bulletin quotidien *Liaisons sociales*, qui s'intéresse à la proximité syndicale des électeurs, aide à mieux comprendre les attitudes de chacune des confédérations. Il en ressort que les sympathisants de la CFDT ont, au premier tour de l'élection présidentielle, majoritairement voté Macron (48 %), ceux de la CGT, Mélenchon (51 %). Ceux de la CGT-FO se partagent presque équitablement entre Le Pen (24 %) et Mélenchon (23 %). Deux défilés ont donc eu lieu, ce 1^{er} mai. L'un le matin à l'appel de la CFDT et de l'Unsa, qui a réuni deux à trois cents personnes à Paris ; l'autre, l'après-midi qui a rassemblé au maximum 80 000 personnes dans la capitale (240 000 dans

la France entière) autour des dirigeants de la CGT, de la CGT-FO, de la FSU et de Solidaires. On est loin du million trois cent mille manifestants du 1^{er} mai 2002 et des 750 000 de 2012. Il n'y a donc pas que le front syndical qui ait volé en éclat, ce qu'il est convenu d'appeler le front républicain, également.

Le deuxième enseignement à tirer de ce 1^{er} mai concerne l'incapacité à maîtriser les violences qui accompagnent désormais chaque manifestation. Le phénomène est récurrent depuis la contestation de la loi El Khomri et va en s'amplifiant. Ainsi, lundi dernier quelque huit cents personnes (dont cent cinquante masquées) issues pour la plupart de la mouvance anarchiste, autonome ou antifasciste, ont investi la tête de cortège avec pour unique objectif d'en découdre avec les forces de l'ordre. Ce n'est pas nouveau, mais jusqu'aux années 2000, le service d'ordre de la CGT était à lui seul capable d'éviter tout débordement ou tout du moins de l'encadrer. Réduit à sa plus simple expression, pour cause de vieillissement et d'épuisement du militantisme, il est aujourd'hui incapable de remplir son rôle. Des agents de sécurité de sociétés privées assurent la protection du carré de tête et c'est tout. Or dans un contexte post-électoral qui sera marqué par la volonté d'Emmanuel Macron de réformer « en profondeur » le Code du travail par ordonnances avec pour conséquence une décentralisation du dialogue social, la limitation des indemnités prud'homales, la fusion des instances représentatives du personnel et la nationalisation de l'assurance chômage, le risque est grand que les manifestations organisées par les syndicats contestataires soient le prétexte à de nouvelles violences que les policiers usés, démotivés et sous-équipés - du fait de l'austérité budgétaire - auraient du mal à endiguer.

Dernier enseignement : dans leurs relations, la CGT et la CFDT sont passées de la mésentente cordiale à

la lutte finale, avec, pour facteur aggravant, les guerres électorales auxquelles se livrent les organisations syndicales depuis la loi d'août 2008 qui a réformé la représentativité syndicale en la fondant essentiellement sur l'audience obtenue par chaque organisation lors des élections professionnelles en entreprise. La publication, le 31 mars dernier, par le ministère du Travail, des résultats pour le cycle électoral 2013-2016 révèle que la CFDT – déjà en tête par le nombre d'adhérents – est désormais la première organisation syndicale française avec 26,37 % des suffrages et plus de 30 % des organisations syndicales représentatives, ce qui lui offre la possibilité de signer des accords toute seule : la CGT et la CGT-FO – ne pesant pas plus de 50 % – ne peuvent pas s'y opposer.

Il ne faut cependant pas en déduire que les salariés approuvent le réformisme de la CFDT. Le résultat de ces élections est davantage révélateur de la dégringolade de la CGT qui paie au prix fort les dissensions internes apparues au grand jour avec les révélations du coût des travaux de rénovation de l'appartement de fonction et du bureau de Thierry Le Paon, son secrétaire général en 2013 et 2014. Elle paie également son incapacité à prendre en compte les bouleversements qui interviennent depuis une vingtaine d'années dans le monde du travail, notamment du fait de la mondialisation et de la généralisation du numérique. La CGT réalisait ses meilleurs scores dans le monde ouvrier. Or, aujourd'hui, avec la désindustrialisation de la France et la diminution du nombre de cols bleus dans les usines et leur remplacement par des robots et des ingénieurs, la CGT peine à se renouveler. Elle a ainsi perdu sa place de numéro un chez Renault au profit de la centrale des cadres, la CFE-CGC. Néanmoins, si l'on agrège les scores réalisés par la CGT dans le public et le privé, la CGT reste la première force syndicale et conserve un pouvoir de mobilisation dont elle pourrait se servir dès l'annonce des premières réformes du nouveau gouvernement. moyens.

Nicolas PALUMBO

Le retour de Zorro

Mexique État failli ? La faute à Trump ? La fragilisation de la relation américano-mexicaine menace l'avenir de ce pays pourtant stratégique pour les États-Unis.

Comme le repli turc pour le continent européen, le repli mexicain est un défi pour le continent américain. Depuis vingt-cinq ans, le choix avait été fait de l'ouverture de ce pays auparavant effectivement replié sur lui-même dans une posture de quasi-autarcie. Signé en 1992, le traité de libre-échange nord-américain - Aléna - entre les États-Unis, le Canada et le Mexique a renversé la politique traditionnelle menée depuis la révolution de 1910 et transformé pour le meilleur et le pire le Mexique en État nord-américain (Alain Rouquié). Les exportations ont été multipliées par quatre, les investissements directs par cinq. Cependant, le taux de croissance moyen ne fut que de 2,5% par an, ce qui est faible pour un pays dit émergent. Il tomberait aujourd'hui à 1,6%. Le bilan est apparu de moins en moins rose au fil des années. Le raisonnement des pères fondateurs s'est révélé erroné. Le libre-échange devait susciter un développement économique au Mexique qui aurait pour effet, par l'augmentation des niveaux de vie, de diminuer l'immigration et de vendre plus de produits américains. Or, si ce résultat a été obtenu pour une minorité de Mexicains, la majorité, surtout ceux qui vivaient au centre et au sud, essentiellement dans l'agriculture, ont été affaiblis, voués à louer leurs services de moins en moins cher aux *maquilladoras*, usines de transformation installées le long de la frontière nord, ou directement de chercher à émigrer aux États-Unis. Sans compter leur recrutement par les Cartels, ce qui est à l'origine de leur multiplication et de la catastrophe qu'ils ont entraînée pour le pays désormais balkanisé et martyrisé. Sur cette base, il y avait donc une certaine logique pour le président Trump à dé-

noncer le traité s'il voulait atteindre son objectif de réduction drastique de l'immigration mexicaine et de rapatriement des sociétés américaines. Le hic c'est que depuis un quart de siècle tout le système politique, économique et social du Mexique s'est profondément transformé pour s'organiser en fonction de son intégration au monde nord-américain. Le président actuel, Enrique Peña Nieto, a même été jusqu'à mettre fin au monopole d'État sur l'énergie, et donc l'industrie pétrolière nationalisée en 1934 et qui était le fleuron du système révolutionnaire institutionnel selon le nom du parti quasi-unique jusqu'en 2000, le PRI.

L'enjeu de la campagne électorale qui va s'ouvrir en vue des élections présidentielles et législatives de juillet 2018 au Mexique pourrait donc être historique. Le pays va-t-il défendre les acquis de son intégration à l'ensemble nord-américain ou au contraire saisir l'occasion de retrouver une voie nationale indépendante ? La politique mexicaine est divisée en trois fractions à peu près équivalentes selon les élections, chacun des trois grands partis recueillant entre le tiers et le quart des suffrages : le PRI, parti du président actuel, auquel la Constitution - qui prévoit un mandat unique de six ans - interdit de se représenter, aura un candidat « officiel » dont la personnalité importe peu ; le PAN, parti d'Action nationale, pro-états-unien, qui parvint au pouvoir de 2000 à 2012, pourrait présenter - à la manière *latino* - l'épouse du dernier président Felipe Calderon ; enfin le Morena, Mouvement de Régénération nationale, de gauche, est le fait d'un homme, Andrés Manuel Lopez Obrador, candidat malheureux à la présidence en 2006 et 2012, maire de Mexico de 2000 à 2005, parfois comparé à Hugo Chavez, mais dont ce serait la dernière tentative électorale. Comment va jouer l'effet Trump ? Ou bien il va conforter le PRI qui à son niveau le plus bas bénéficierait d'un sursaut patriotique - la cote de popularité du président Nieto a fait un

bond quand il a refusé de se rendre à Washington le 31 janvier dernier -, ou bien il va donner sa chance à la gauche au risque de créer un autre Venezuela à ses frontières. Cette éventualité n'est pas pour rien dans l'évolution enregistrée chez Donald Trump qui ne parle plus désormais de dénoncer le traité de l'Aléna mais seulement de l'amender pour l'améliorer. C'est ainsi que les nouveaux responsables du commerce à Washington se préoccupent plus de pallier les failles du traité qui permettraient par exemple à la Chine de tourner les dispositifs protecteurs, comme l'origine des composants qui entrent dans les produits manufacturés produits au Mexique, ainsi de l'automobile dont on sait peu que le Mexique est le quatrième exportateur mondial alors qu'il ne produit aucune pièce : il n'est qu'assembleur.

Les autorités de Washington commencent aussi à déconnecter le problème commercial de celui de l'immigration. Celui-ci est, en effet, au moins double : d'une part, il y a l'afflux venu du Mexique mais aussi les centraméricains et au-delà ; d'autre part, il y a une activité transfrontalière de plus en plus intense entre le nord et les comtés et États frontaliers aux États-Unis mêmes. La minorité *latino* fait partie intégrante de la population et du territoire américain - ce dernier, mexicain de 1821 à 1846 (époque de Zorro), ne fut intégré à l'Union qu'à la suite d'une guerre et de la défaite du Mexique. Par ailleurs les grands projets d'infrastructures et l'agro-alimentaire encouragés par Trump supposent une main d'œuvre mexicaine importante. À l'inverse, le contrôle le plus nécessaire tant aux États-Unis qu'au Mexique, est celui de la frontière sud face au Guatemala ! Une coopération sécuritaire et stratégique est déjà en place qui positionne au Mexique de nombreux militaires et policiers étatsuniens.

Yves LA MARCK

Pensez à la souscription !

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

La France sans stratégie

Historien, chercheur en études stratégiques, Benoist Bihan collabore à plusieurs revues, dont *Défense et Sécurité internationales (DSI)* et *Guerres & Histoire*. Alors que l'armée française est engagée sur plusieurs théâtres d'opération, nous lui avons demandé de replacer les questions budgétaires et les rares débats sur nos opérations militaires extérieures dans une perspective générale – celle de la crise du modèle militaire français.

Royaliste : On nous décrit une armée française engagée sur plusieurs fronts dans la « guerre contre le terrorisme »...

Benoist Bihan : La question du terrorisme nous obnubile, mais il n'y a pas de débat sur ce point : nous proclamons la « guerre contre le terrorisme » alors que la terreur politique n'est qu'un moyen, et nous calquons l'approche anti-terroriste que les États-Unis ont adoptée depuis 2001 avec un insuccès flagrant. Absorbés par cette tâche mal conçue et mal menée, nous oublions les autres enjeux. Par exemple, nous ne sommes pas en mesure de défendre les eaux françaises parce que la Marine doit accomplir à la fois des missions de garde-côtes et des missions de guerre. De fait, il y a crise générale du modèle militaire français.

Nous sommes confrontés au problème d'une France qui a oublié d'où elle venait en matière de défense. On ne fait pas de stratégie parce qu'on ne sait pas penser la stratégie. Le débat sur les ques-

tions de défense a été réduit à un débat sur les moyens de la défense. Et bien peu sont capables de dire d'où nous venons en matière de défense. Or une armée qui ne connaît pas sa propre histoire devient assez vite une mauvaise armée. Actuellement des tentatives sont faites pour retrouver une histoire stratégique française mais la réalité c'est que nous sommes toujours en train de perdre la connaissance de notre passé stratégique. Tel est le premier élément de la crise.

Royaliste : Quelles sont les conséquences de cet oubli ?

Benoist Bihan : Ne sachant plus pourquoi nous avons pris certaines décisions, nous ne sommes plus capables de réfléchir intelligemment quand il s'agit de se repositionner par rapport à ces décisions. L'exemple-type, c'est le retour dans le commandement intégré de l'Otan. Il y avait des raisons objectives pour lesquelles l'armée française n'était pas retournée dans ce commandement intégré. La France avait une pensée stratégique qui lui était propre. L'édifice militaire français a été construit sur la cohérence entre les moyens nucléaires autonomes et les moyens conventionnels qui crédibilisaient ces moyens nucléaires. Les moyens conventionnels ne pouvaient pas être placés sous commandement américain puisqu'ils crédibilisaient notre autonomie nucléaire.

Quand la France est rentrée dans le commandement intégré en 2007, on nous a expliqué qu'il s'agissait de récupérer une influence auprès de nos alliés – première lubie – et que c'était grâce à cette influence qu'on pourrait construire l'Europe de la défense – autre lubie française.

Or nous observons aujourd'hui que la France a moins d'influence sur nos alliés qu'elle n'en avait quand elle n'était pas dans le commandement intégré.

Royaliste : Pour quelles raisons ?

Benoist Bihan : D'abord, on fait toujours attention à ce que disent les trouble-fêtes. Et puis, nous avons une pensée originale : nous ne posons pas les problèmes stratégiques de la même manière que nos voisins allemands, qui sont plus américanisés que les Américains en matière militaire, nous ne posons pas les problèmes de la même manière que les Britanniques qui ont su garder une certaine autonomie de pensée mais en jouant à fond la carte transatlantique et en produisant du concept stratégique au profit des États-Unis. Maintenant, nous ne sommes pas d'un niveau très supérieur à celui des Italiens et des Espagnols. Nous avons obtenu un « commandement allié de la transformation » - de l'adaptation de l'Alliance aux problèmes nouveaux - qui a été vidé de sa substance depuis que les Américains ne le dirigent plus.

Pour le reste, les dirigeants politiques français ne se sont pas rendu compte que ce retour dans le commandement intégré allait aboutir à l'arrivée en France d'une machine normative monstrueuse, qui a entraîné la réécriture des doctrines militaires françaises.

Royaliste : Comment cela ?

Benoist Bihan : L'Otan est d'abord et avant tout une instance de normalisation des pratiques militaires : cela va du calibre des munitions à la forme des connecteurs de carburant pour le ravitaillement – ce qui peut avoir un certain sens même si les Américains ne sont pas interopérables avec l'Otan, sauf par des moyens techniques spécifiques qui permettent au système américain et au système Otan de communiquer... L'Otan, c'est aussi une machine à normaliser les esprits par



L'armée française au Mali, en 2013

formatage des procédures, donc des façons de travailler. Or les Français ne travaillaient pas comme l'Otan. Nous avions en particulier une planification assez souple en fonction des grands enjeux stratégiques que nous pensions par nous-mêmes. Nous avons perdu ces capacités. Pire : nous avons voulu être de bons élèves et nous sommes devenus plus américains que les Américains – ce qu'ils ne nous demandaient pas. De plus, nos alliés voyaient dans la France hors commandement intégré un pays capable de rééquilibrer les rapports entre les Etats-Unis et les autres pays membres de l'Otan : cela aussi a été perdu.

Royaliste : Comment l'armée française fait-elle la guerre ?

Benoist Bihan : Nous avons une armée française qui, ne faisant plus de stratégie, ne sait plus faire la guerre. Lorsque la Guerre froide s'est terminée, les dirigeants français ont complètement adhéré à l'idée d'une « fin de l'histoire » qui ferait disparaître la guerre et qui nécessiterait seulement une police internationale. C'est pourquoi nous constatons aujourd'hui que l'outil militaire français est composé de deux éléments :

- Le legs de la Guerre froide qui inspire les grands programmes d'armement très bien adaptés à la dissuasion ;

- Des forces conventionnelles très bien adaptées aux années quatre-vingt dix mais pas du tout à notre monde, dans lequel se déroulent des conflits de puissances. Il faut com-

prendre que l'opération Serval, qu'on présente comme une « grosse opération », est en effet une grosse opération, en termes d'effectifs, selon les standards de l'année 1450 ! Il faut de plus souligner que, sans l'*US Army*, il n'y a pas d'opération Serval parce que nous n'avons

pas de ravitailleurs en vol, pas de drones, pas d'avions de transport...

De même, l'investissement de l'armée de terre dans l'opération Sentinelle, qui est une opération de police, est dramatique parce que cela prouve une absence totale de réflexion sur les missions que l'Armée doit aujourd'hui accomplir. Cela prouve une ambiguïté fondamentale entre les tâches de police et les tâches militaires. Comme on ne sait plus à quoi sert l'outil militaire, il finit par servir à n'importe quoi, il sert de moins en moins bien parce qu'on n'est plus capable de planifier ses missions et il perd peu à peu la conscience de ce qu'il est : on finit par avoir des hommes d'action qui ne réfléchissent plus aux finalités de leurs actes.

Royaliste : Il y a bien une doctrine officielle ?

Benoist Bihan : La crise du modèle militaire s'est concrétisée dans les deux derniers livres blancs sur la Défense et la sécurité nationale. Le titre est en lui-même un problème. La notion de « sécurité nationale » est tout sauf française : c'est une conception américaine des questions de défense qui s'est imposée après la Deuxième Guerre mondiale, qui peut avoir un sens dans un contexte américain mais qui, transposée en France, n'en a aucun. Notre conception de la Défense nationale se suffisait à elle-même. Maintenant nous avons une défense qui n'est pas nécessairement nationale puisque, dans le titre, ce dernier mot n'est pas mis au pluriel : c'est la sécurité qui est nationale.

En filigrane, apparaît une division du travail entre la Défense, qui est externalisée aux Etats-Unis, et la police, le maintien de l'ordre, l'antiterrorisme, qui sont l'affaire du gouvernement français. Si nous regardons le texte des Livres blancs, il est possible de le résumer ainsi : le monde est de plus en plus dangereux donc réduisons nos moyens. Les deux Livres blancs de 2008 et 2013 organisent le démantèlement de la Défense nationale. Notez que les principaux auteurs de ces Livres blancs se retrouvent dans l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron.

D'une manière générale, les dirigeants politiques ne comprennent pas les décisions qu'ils prennent et il n'y a plus le général Beaufre, le général Gallois ou encore Raymond Aron pour éclairer l'opinion publique. La crise du modèle militaire français s'inscrit dans la crise des élites françaises. Ces élites pensent que ce sont les militaires qui ont à concevoir l'outil de défense. C'est une autre erreur ! Dans notre pays, l'Etat n'a jamais laissé les militaires penser la guerre tout seuls. En 1992, le général Poirier a écrit un ouvrage intitulé *La crise des fondements* dans lequel il expliquait que tous les fondements sur lesquels reposait notre défense pendant la Guerre froide étaient en crise et devaient être redéfinis. Ce travail n'a jamais été fait et nous avons de moins en moins de personnes capables aujourd'hui de redéfinir ces fondements.

Royaliste : Pourquoi ?

Benoist Bihan : Pour bien penser les questions de défense, il faut être capable de penser le monde dans son ensemble et dans sa complexité. Or les élites françaises ont un esprit étriqué : elles n'ont pas de vision globale, pas de compréhension des enjeux mondiaux. Tant qu'elles seront dans cet état d'esprit, nous n'aurons pas de défense nationale cohérente. Préparons-nous à des défaites aussi graves que celle de 1940.

**Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS**

Grandes oreilles et petits papiers

Ces dernières semaines, des accusations de détournement de la police et de la justice à des fins politiques ont secoué la campagne présidentielle. Une enquête menée par les journalistes Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé démontrerait l'existence du fameux « Cabinet noir » de l'Élysée. Qu'en est-il ?

Les trois auteurs de l'ouvrage *Bienvenue Place Beauvau* (1) ne s'attendaient pas à défrayer la chronique. C'était sans compter sur François Fillon, invité le 23 mars de l'*Émission Politique* (France 2). Mis en cause dans plusieurs affaires, le candidat LR à l'élection présidentielle s'est appuyé opportunément sur la parution du livre pour dénoncer l'instrumentalisation des dossiers judiciaires par le Président Hollande. Les auteurs ont vite démenti ces accusations. Au point de nier l'existence d'un cabinet noir... que leur travail accrédite pourtant ! Le 6 avril, le Parquet National Financier a finalement refusé d'ouvrir une enquête sur ces allégations jugées trop peu étayées. Quoique François Fillon fasse sans surprise une lecture sélective du brûlot, omettant de mentionner la petite précision qui le concerne directement (« Le scandale du "Penelope-gate" vient d'éclater [...] Mais cette fois le supposé cabinet noir de l'Élysée n'y est pour rien » [pp. 16-17]), les informations d'Olivia Recasens, Didier Hassoux et Christophe Labbé n'en sont pas moins troublantes. Les multiples témoignages qu'ils ont recueillis décrivent un climat de paranoïa généralisé au sommet de l'État. Que l'on donne ou non à cette organisation tentaculaire (« une structure clandestine, aux ramifications complexes, et dont le rayon d'action ne serait pas cantonné au seul renseignement territorial » [p. 24]) le nom de

« Cabinet noir » ne revêt aucune importance et relève de la pure querelle sémantique. De fait, le quinquennat Hollande n'a pas marqué la rupture escomptée avec les méthodes de ses prédécesseurs, en matière de séparation du politique et du judiciaire. Des notes confidentielles (les « blancs ») affluent toujours vers l'exécutif et la chancellerie ne se prive pas de donner des consignes pour accélérer ou suspendre des procédures. Mais l'oral prévaut désormais sur l'écrit. Les réseaux personnels développés avec les responsables du renseignement et les magistrats du parquet serviraient encore, selon le *trio* de journalistes, à gêner les adversaires de tous bords. Le détournement des services n'est pas propre au « Château » puisque *Bienvenue Place Beauvau* nous apprend par exemple qu'à la fin de l'année 2012, le placide Jean-Marc Ayrault aurait diligenté une enquête sur un sénateur communiste pour lui déboucher des casseroles. Peine perdue...

La guerre des polices apparaît comme un ressort essentiel de la politisation des organes ministériels ou préfectoraux, avec toutes les conséquences potentielles pour la sécurité des Français. En concurrence constante, poussés au coup médiatique, les différents services de l'État franchissent la ligne rouge. Ainsi apprend-on qu'au cours du quinquennat Sarkozy, la DCRI a employé au noir, dans la cave d'un discret pavillon de banlieue, une équipe de pirates informatiques chargée notamment de pêcher des informations sur des journalistes, par des procédés évidemment illégaux [Chapitre 9 : « La Maison des Secrets »]. Toute aussi édifiante est l'opération « Janissaire », découverte en 2015 lorsque le parquet demande à l'OCTRIS (Office central pour la répression du trafic illicite) d'arrêter un cadreur européen du commerce de la drogue. Mais l'homme traqué s'avère être un précieux indic de l'OCTRIS. La brigade des stupéfiants de la Préfecture de police, sai-

sie par la suite, finit par découvrir la teneur du *deal* passé entre la police et le trafiquant : la saisie d'une petite partie du stock seulement et l'interpellation de revendeurs en échange de renseignements.

La quête de l'influence prime en conséquence sur celle de l'efficacité. François Hollande a trouvé son intérêt personnel dans l'antagonisme séculaire entre la Préfecture de Paris et le ministère de l'Intérieur, dans le lointain sillage de Napoléon face à Fouché. L'IGPN, la fameuse « police des polices », fut quant à elle l'instrument de prédilection de l'Élysée pour couper les têtes du réseau construit par Manuel Valls, à l'instar de l'ex-Patron du 36, Quai des Orfèvres (DRPJ) Bernard Petit. Par ailleurs, le chef de l'État sortant s'est appliqué à amoindrir l'influence de la DGSI, que son prédécesseur avait porté au pinacle, pour favoriser l'essor de la DGSE. À la tête de cette dernière, il a placé sa pièce-maîtresse : Bernard Bajolet, *alias* « l'espion du Président ». Mais les mauvaises relations de Bajolet avec le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian et son directeur de cabinet Cédric Lewandowski ont entraîné des complications, notamment lors du règlement de prises d'otages, alertent les auteurs.

Riche en révélations, *Bienvenue Place Beauvau* n'échappe pas à deux critiques. La première concerne le manque relatif de pédagogie, malgré les annexes (organigramme des services de sécurité et glossaire), qui rend difficile au lecteur profane une prise de repères au cœur de l'immense enchevêtrement des services de la police et de l'armée. La seconde critique est inhérente au domaine même de l'investigation. En matière de sécurité, la discrétion est la règle et les journalistes s'appuient dès lors essentiellement sur les témoignages et impressions des acteurs rencontrés (policiers, magistrats, hauts fonctionnaires). Il en ressort beaucoup de soupçons mais finalement bien peu de certitudes... Sans doute faut-il considérer cette enquête à sa juste valeur et lui reconnaître le mérite de réveiller la vigilance des citoyens par une nouvelle incursion dans les arrières-cuisines du renseignement français.

Pierre NAULENT

Olivia Recasens, Didier Hassoux, Christophe Labbé, *Bienvenue Place Beauvau. Police : les secrets inavouables d'un quinquennat*, Robert Laffont, 245 pages. Prix éditeur : 19,50 €.

La querelle des historiens

Qui se rappelle encore de la première page des *Mémoires d'Espoir* du général de Gaulle ? « La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure au long du temps. » Rien n'importait plus au chef de la France libre et au fondateur de la V^e République que le souci du maintien de « l'unité et de la continuité nationales », l'une et l'autre étant des legs de l'histoire. La légitimité de l'État ne se fondait que sur leur respect rigoureux. Force est de constater qu'aujourd'hui les convictions centrales du Général sont, chaque jour, remises en cause par une intelligentsia qui affiche le plus grand mépris à l'égard du « roman national » et de l'identité française. Le grand récit de l'épopée nationale serait désormais obsolète, et rien ne serait plus urgent que de le déconstruire, de le dépoétiser, de le banaliser. Patrick Boucheron qui a dirigé un ouvrage collectif, significativement titré *Histoire mondiale de la France* a pris, sciemment, la tête d'une offensive concertée contre ce récit de l'unité auquel avaient jusqu'alors coopéré des historiens aux sensibilités contrastées et même contraires. Et si le professeur au Collège de France se défend contre Pierre Nora, qui l'a vigoureusement contesté, d'avoir aboli les autres façons d'envisager le passé national, il n'en affirme pas moins avec détermination son changement de paradigme.

Le Point a organisé récemment une explication du déconstructeur avec Patrice Gueniffey, qui vient de publier de son côté un parallèle passionnant Napoléon-de Gaulle. Le désaccord est frontal. Pour Boucheron, il s'agit de construire un « nous » plus respirable que l'ancien censé étouffant, en s'attaquant « aux vieilles rengaines ». Il ne comprend pas ce que Gueniffey entend par « charisme, gloire et grandeur ». Ce qui lui vaut une réplique cinglante : « Boucheron est un tenant de la France sans Histoire et sans identité, réduit à un pur marché peuplé de producteurs et de consommateurs plutôt que de citoyens. » Ou encore, la méthode déconstructiviste aboutit à supprimer toute cohérence : « C'est une Histoire émiettée, faite de fragments que rien ne relie. Elle est à l'image de la France souhaitée par Boucheron et ses pareils : en morceaux. Au lieu d'aider à l'intégration, elle contribue à la séparation des communautés. Elle nourrit le sentiment de la désaffiliation et le ressentiment qui en est le produit. »

On saisit d'emblée la portée idéologique et politique immédiate du désaccord. Les deux camps (il s'agit bien de cela !) peuvent s'affirmer l'un et l'autre farouchement accrochés aux faits. C'est l'interprétation et le choix des séquences qui les divise, en fonction de leurs convictions profondes. Rien que de classique là-dedans. Aussi bien Raymond Aron qu'Irénée-Henri Marrou, les plus pertinents analystes du jugement historique, ont montré comment la démarche de celui qui veut comprendre le passé et le faire revivre est toujours solidaire « d'une situation et

d'une volonté ». La situation actuelle est celle d'une France (et plus largement des peuples européens) aux prises avec les effets de la mondialisation. La volonté de Boucheron est de faire sauter les obstacles « identitaires » qui s'opposent à l'accueil des nouveaux venus, héritiers d'autres mœurs et d'autres cultures. Celle de Gueniffey est d'approfondir cette unité, non pas par opposition systématique à l'immigration, mais par désir de rassembler dans une commune appropriation d'une histoire, qui pour être en mouvement n'en pas moins riche de tout un héritage. C'est bien que nous sommes parvenus à un moment critique où se dessine notre destin. Faut-il larguer définitivement les amarres avec une certaine « idée de la France », qui serait au choix, obsolète ou dangereuse ?



Ce n'est pas la première querelle entre historiens. Il y en a déjà eu de mémorables, ne serait-ce que celle qui concerne la Révolution française. Celle qui fut arbitrée par Fustel de Coulanges, à propos de nos origines gauloises et franques, commencée sous l'Ancien régime a beaucoup occupé le XIX^e siècle. Mais les désaccords sérieux et parfois sanglants, qui divisaient l'opinion savante ne se créaient jamais à l'encontre de la France comme sujet historique, surgi du passé et en promesse d'autres accomplissements. Désormais, c'est bien ce sujet qui est en question et en péril. Patrick Boucheron objectera que telle n'est pas son intention, puisqu'il s'agit, pour lui et ses amis, d'en élargir le concept pour le rendre plus accueillant. Mais dès lors qu'il abandonne les coordonnées essentielles de ce qui constituait le récit national, l'existence substantielle de la France est menacée au profit d'un ne sait quelle liquidité indéfinissable. Que l'on m'entende bien ! Il ne s'agit pas d'interdire toutes les recherches nouvelles par extension du champ toujours ouvert d'un passé aux ressources infinies. Il s'agit de savoir si la communauté historique France a encore une pertinence à faire valoir.

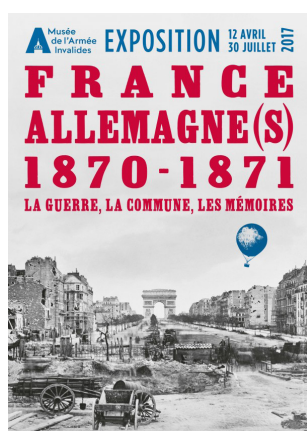
Jean-Noël Jeanneney, qui dirige depuis 1999 sur France Culture une émission intitulée « Concordance des temps », semble persuadé qu'on peut trouver un moyen terme satisfaisant « entre la morosité de nostalgiques d'un passé fantasmé et les tenants d'un chagrin rétrospectif ». Sans doute une histoire critique devrait permettre une vision plus équilibrée, les savoirs s'enrichissant plutôt que de s'annihiler mutuellement. Fernand Braudel n'avait-il pas entrepris une enquête de facture inédite sur l'identité de la France ? Encore faudrait-il sauvegarder un consensus minimum que Jeanneney résume plutôt bien en écrivant que l'Histoire peut être « le meilleur apprentissage de l'esprit critique » qui n'est incompatible « ni avec le patriotisme ni avec la lucidité, ni avec les choix de la raison resitués dans le long terme ». Il n'empêche que nous vivons une crise dont on peut espérer qu'elle aboutisse à un approfondissement de nos appartenances et non à leur liquidation.

Gérard LECLERC

« L'Année terrible »

La guerre de 1870-1871 est le premier des trois conflits franco-allemands qui se sont succédé en l'espace de soixante-dix ans. Le musée des Invalides nous offre de la redécouvrir et d'en mesurer les conséquences tant pour l'Allemagne naissante que pour la France. Un regard croisé qui nous aide à mieux comprendre cet événement.

Le visiteur est d'abord conduit à se remémorer la trame de l'*imbroglio* diplomatique qui conduit au conflit : désir d'unification de l'Allemagne sous l'impulsion de la Prusse, volonté française de bloquer l'ascension prussienne. Encore faut-il rappeler que l'Empereur Napoléon III subit plus qu'il ne souhaite cette guerre. Puis c'est la longue litanie d'un désastre militaire qui s'étend sur huit mois dont un des épisodes le plus tragique reste le siège de Paris, longuement évoqué à travers la vie quotidienne des Parisiens et les combats furieux qui se succèdent. Caricatures, dessins, photographies, tableaux et œuvres d'art, monuments aux morts, souvenirs sont mobilisés pour mieux en cerner la dureté. Les souvenirs de la Révolution et de l'Empire habitent les dirigeants français presque malgré eux, sans résultat.



héritier Frédéric, ou le peintre Henri Regnault tué au combat lors du siège de Paris et dont tout le monde des Arts porte le deuil.

Mais « L'Année terrible », c'est aussi la Commune de Paris, une guerre dans la guerre, une guerre terrible parce que civile et qu'elle ne peut se terminer que par l'anéantissement du camp d'en face. L'exposition rappelle les différents épisodes et montre l'ampleur de la répression exercée sous le regard de la Prusse victorieuse. On peut regretter cependant que l'exposition ne mette pas assez en lumière la complexité de l'événement. Prélude de la République radicale ou authentique révolution socialiste ? L'ensemble de l'exposition, à la fois érudite et didactique, n'en reste pas moins d'une très grande qualité.

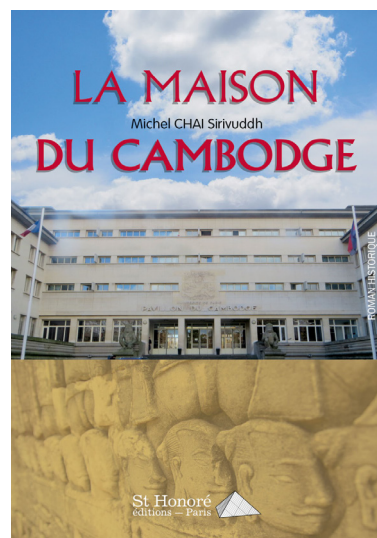
Marc SÉVRIEN

France-Allemagne(s) 1870-1871. La guerre, la Commune, les mémoires. Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides, Paris ; jusqu'au 30 juillet

France-Cambodge

Fondée en 1949 à l'initiative du roi Norodom Sihanouk, la Maison du Cambodge fut fermée après la prise du pouvoir des Khmers rouges à Phnom Penh. Michel Chai raconte l'histoire de cette Maison et de sa renaissance.

Au cours d'une visite à Paris en 1948, le roi Norodom Sihanouk demande au gouvernement français d'offrir un terrain à la Cité universitaire de Paris en vue de la construction d'une Maison du Cambodge. La demande fut acceptée par le Conseil de l'Université, un mode de financement fût arrêté et un plan de construction décidé.



Le bâtiment fut inauguré en 1957 par le président de la République, René Coty, et par le roi du Cambodge qui rappela à cette occasion que dans son pays, le français est enseigné dans l'enseignement primaire supérieur. Dans l'enseignement secondaire, en dehors d'établissements purement français comme le lycée Descartes et l'Ecole Norodom, qui réunissent une cinquantaine de professeurs et maîtres, notre ministère de l'Éducation nationale a engagé près de deux cents professeurs français qui enseignent dans nos lycées et collèges. D'éminents spécialistes français dispensent leur savoir dans notre enseignement supérieur.

Le coup d'Etat du 18 mars 1970 à Phnom Penh entraîna de violents affrontements entre les étudiants cambodgiens de Paris divisés entre royalistes et partisans des Khmers rouges. De sanglantes bagarres continuèrent d'éclater les années suivantes et la fermeture de la Maison fut décidée en janvier 1973 tandis que les Khmers rouges s'employaient à détruire le Cambodge et à assassiner d'innombrables cambodgiens.

Après un accord signé en 1991 entre les gouvernements français et cambodgien, la Maison du Cambodge a été réhabilitée et de nouveau inaugurée en 2004. Ancien assistant de François Perroux – le premier de ceux qui formèrent la NAR à l'économie – et chargé de mission du Premier ministre du gouvernement de coalition, Michel Chai évoque avec une grande précision cette page de l'histoire des relations entre la France et le Cambodge dans l'espoir, que nous partageons, que la période en cours continuera d'être paisible et fructueuse.

Yves LANDEVENNEC

(1) Michel Chai Sirivuddh, *La Maison du Cambodge*, St Honoré éditions, 2016.



Roumanie, le 10 avril : Différents groupes et associations monarchistes roumains se sont associés pour former une Convention nationale pour la monarchie constitutionnelle. Cette nouvelle formation entend remettre en cause la forme républicaine du gouvernement actuel et permettre la ré-institution de la monarchie «brutalement interrompue par le régime communiste».

Autriche, le 11 avril : L'archiduc Georges et le comte Ulrich de Habsbourg-Lorraine étaient les invités de l'ambassade de Hongrie afin de célébrer le 150^{ème} anniversaire du compromis de 1867, acte de naissance de la double monarchie d'Autriche-Hongrie. Dans un discours aux accents européens, l'archiduc **George de Habsbourg-Lorraine** a rappelé l'importance et les enjeux de cette loi qui aura permis aux Hongrois de retrouver leur dignité et liberté perdues.

Malaisie, le 23 avril : C'est sous les cris de «Longue vie au roi» (*Daulat Tuanku*) que le sultan **Mohammed V** a été intronisé nouveau souverain constitutionnel de Malaisie. Roi depuis décembre dernier, âgé de 47 ans, il est monté officiellement sur le trône de cette monarchie élective après avoir prêté serment sur le Coran. 800 invités avaient été conviés pour cette cérémonie qui a été retransmise en direct sur toutes les chaînes de télévision du pays.

Pays Bas, le 27 avril : Pour le 50^e anniversaire du roi **Willem-Alexander**, un sondage a confirmé l'attachement des néerlandais à la monarchie des Nassau avec plus de 70% d'opinion favorable (soit 5% de plus que l'année dernière à la même date). 34% des sujets du monarque souhaiteraient également qu'il obtienne plus de pouvoirs.

Frédéric de NATAL

Souscription 2017

Nous remercions très vivement les lecteurs qui ont immédiatement répondu à l'appel que nous avons lancé pour financer le développement de notre journal.

Voici une première liste : Jacques Colonna : 100 €. Christian Merveilleux : 50 €. Michel Baron : 45 €. Jacqueline de Roux : 30 €. Bernard Delorme : 30 €. Inès Villela-Petit : 50 €. Blandine et Olivier Dejoux : 30 €. Michel Bouillet : 50 €. Madeleine et Philippe Arondel : 40 €. Jean-Marie Diligent : 100 €. Alexandre Routzovitch : 100 €. Bernard Bourdin : 20 €. Loïc Marvie : 20 €. Albert Forget : 30 €. Hervé Rumin : 300 €. Jean-Philippe Carton : 20 €. Bernard Barbiche : 50 €. Pierre Vincent : 100€. Jean-Louis Legoux : 100 €. Jacques Lambalais : 10 €. Michel Baron : 100 €. Robert Descimon : 50 €. Michel Roth : 35 €. Gisèle Brodud-Yviquel : 100 €. Jean-Claude Bergeron : 10 €. François Viet : 30 €. Claude Ferrand-Blazer : 150 €. Jean-Michel Dejenne : 75 €. Raoul Gaillard : 30 €. Paul Vincent : 50 €. Michel Paris : 100 €. Marcel Conche : 50 €. Pierre-Yves Bouquet : 75 €. Jacques Sapir : 150 €. Alain Jouffroy : 20 €. Claude Eugène Anglade : 75 €.

Total de cette liste : 2345 €

Bernard Bourdin
Jacques Sapir
avec Bertrand Renouvin

**SOUVERAINETÉ,
NATION,
RELIGION**

Dilemme ou
réconciliation ?



Qu'est-ce qui fonde la souveraineté ? De quand date-t-elle ? Quelle était sa place dans les régimes politiques antérieurs à la Révolution française ?

Les auteurs de l'ouvrage seront les invités de la NAR le mercredi 7 juin

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 17 mai : José Manuel Lamarque - « Le domaine maritime »

Mercredi 24 mai : Éric Dupin - « La France identitaire »

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris**

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

La victoire d'une classe

La victoire d'Emmanuel Macron, c'est celle de la classe dominante, toujours mobilisée pour la défense de ses intérêts et de ses territoires et qui sait, dans les grandes circonstances, manœuvrer comme un corps de bataille. Il ne s'agit pas d'une lutte des classes selon le schéma marxiste, entre bourgeois et prolétaires. L'oligarchie, cette élite du pouvoir, des affaires et des médias que Christophe Guilluy appelle « la France d'en-haut », est aujourd'hui la seule classe réellement organisée, qui parvient à se mobiliser selon une idéologie, autour d'un chef et sur des mots d'ordre qui lui permettent de maintenir sa domination.

Cette classe n'est pas un bloc mais elle sait faire bloc. Il y a une droite et une gauche oligarchiques, des partis opposés, des réseaux concurrents, des industriels et des financiers mais depuis 1988 et le gouvernement Rocard, la gauche s'est toujours accommodée de la droite, et réciproquement, au nom du « marché » européen puis mondialisé. À la suite du retrait de François Hollande, de l'élimination de François Fillon et de Benoît Hamon, le candidat d'En Marche, habilement positionné au centre, est apparu comme le candidat naturel de la classe dominante. La nature désigne ici un produit parfaitement fini de l'Ecole, de la Banque et de la Gouvernance qui, à la différence de Nicolas Sarkozy, trop voyou, et de François Hollande, trop vulgaire, maîtrise tous les codes de la respectabilité bourgeoise. L'élégance des hautes classes, perdue depuis la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, est à nouveau incarnée – de surcroît par un homme jeune et bien fait.

La mobilisation de classe ne peut se faire que contre un ennemi. On ne saurait affronter directement les groupes sociaux qu'il faut maintenir dans la domination – ce serait dangereux. Par chance, le Front national se présente comme un ennemi tout à fait repoussant. François Hollande voulait faire oublier l'échec de son quinquennat en se présentant comme le héros de la résistance antifasciste et les candidats de la droite voulaient faire de même. Emmanuel Macron a repris le rôle, convoquant les suppliciés

d'Oradour-sur-Glane, les victimes de la Solution finale et les héros de la Résistance contre un fascisme imaginaire.



Produit des humiliations nationales et des désastres sociaux provoqués par les recettes d'austérité, redoutable par les fantasmes ethniques qu'il diffuse, depuis longtemps consacré par les médias comme le parti de l'opposition radicale, le Front national a soudain révélé ses limites et sa médiocrité. Un état-major d'ordinaire arrogant, soudain paniqué par les sondages sur la peur provoquée par la sortie de l'euro, décide un changement de ligne ou de pied au cours duquel un épais brouillard est jeté sur la question monétaire. Puis la candidate se montre, au cours du débat télévisé contre son adversaire, telle qu'elle est : capable de lire des discours xénophobes et sécuritaires devant des publics conquis, capable de faire des promesses sociales pour séduire les électeurs en colère, mais incapable de comprendre les questions économiques et monétaires et de porter, plus haut que ses ambitions parlementaires, la révolte populaire qu'elle a exploitée.

Marine Le Pen reste la rentière du malheur et son parti occupe, à l'intérieur du système politique français, la fonction de l'indispensable repoussoir qui permet à la classe dirigeante de faire oublier, le temps d'une campagne, les effets désastreux de sa domination.

Les hautes classes, les groupes qui leur sont alliés et des propagandistes efficaces ont joué des peurs et des espoirs de la « France d'en bas » pour attirer des électeurs que, de bonne foi, ont cru à la menace fasciste et à la promesse de renouveau incarnée par un jeune « progressiste ». Tous ceux qui ont voté blanc ou se sont abstenus par hostilité aux deux candidats, tous ceux qui ont voté frontiste par rejet des hautes classes ne pourront pas croire aux replâtrages qui se dessinent dans l'oligarchie pour la perpétuation de l'ultralibéralisme. Dans cinq ans, face à une France encore plus meurtrie, la classe dominante voudra rejouer la grande mobilisation antifasciste contre les idiots utiles du Front national, avec messages compassionnels sur la fracture sociale et grands déploiements de chiffons bleus étoilés.

Qui nous sortira de ce piège ?

Bertrand RENOUVIN